



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

**9432<sup>e</sup>** séance

Mardi 10 octobre 2023, à 10 heures

New York

<i>Président :</i>	M. Moretti . . . . .	(Brésil)
<i>Membres :</i>	Albanie . . . . .	M. Spasse
	Chine . . . . .	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis . . . . .	M. Abushahab
	Équateur . . . . .	M. Montalvo Sosa
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Wood
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M. Olmedo
	Gabon . . . . .	M <sup>me</sup> Koumba Pambo
	Ghana . . . . .	M. Agyeman
	Japon . . . . .	M <sup>me</sup> Shino
	Malte . . . . .	M. Camilleri
	Mozambique . . . . .	M. Bambissa
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Phipps
	Suisse . . . . .	M. Hauri

## Ordre du jour

### La situation concernant l'Iraq

Trente-huitième rapport du Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2023/698)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2682 (2023) (S/2023/700)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation concernant l'Iraq**

**Trente-huitième rapport du Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2023/698)**

**Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2682 (2023) (S/2023/700)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Iraq à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; et M<sup>me</sup> Dhefah Al-Jarahi, responsable pays à la Iraq Foundation.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/698, qui contient le trente-huitième rapport établi par le Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité, et sur le document S/2023/700, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2682 (2023).

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert.

**M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert** (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, près d'une année s'est écoulée depuis la constitution de l'actuel Gouvernement iraquien, dirigé par le Premier Ministre Mohammed Shia' Al Sudani. Depuis sa formation, plusieurs étapes importantes ont été franchies et des initiatives prometteuses ont vu le jour. Pour n'en citer que quelques-unes, les réformes attendues depuis longtemps dans les secteurs bancaire et financier sont en cours. Par exemple, une plateforme électronique pour les ventes de devises a été lancée, preuve de l'engagement du Gouvernement en faveur de la transparence et de l'efficacité. Un nouveau fonds de développement iraquien a été mis en place. Ces évolutions, conjuguées aux

changements apportés par le budget fédéral récemment adopté, sont susceptibles de stimuler les investissements du secteur privé. L'adoption d'une nouvelle loi sur la sécurité sociale signifie que, pour la première fois, tous les travailleurs irakiens peuvent bénéficier de prestations publiques telles qu'une assurance maladie et des allocations de maternité et de chômage. Comme la plupart des membres du Conseil de sécurité le savent, une initiative novatrice en matière d'infrastructures régionales, connue sous le nom de projet de développement routier, a été lancée il y a quelques mois. Dans le même temps, l'Iraq prend de nouvelles mesures pour exploiter ses ressources naturelles de manière plus efficace et plus responsable, en vue de réduire le gaspillage énergétique et de renforcer son indépendance énergétique. Il importe en outre de noter que, pour remédier au problème de la prolifération rapide des drogues, le Gouvernement a élaboré une stratégie nationale de prévention des stupéfiants et des substances psychotropes, entre autres mesures.

J'ai évoqué brièvement le budget fédéral récemment adopté. Il trace une voie ambitieuse pour le pays jusqu'à la fin de 2025 et prévoit des allocations susceptibles de répondre à des besoins critiques, tels que le développement et la reconstruction des infrastructures. Ce budget représente notamment l'allocation proportionnelle la plus élevée à ce jour à la fourniture de services sociaux et permettra, espérons-le, d'élargir l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à un certain nombre d'autres services publics essentiels.

Pour faire court, compte tenu des progrès accomplis l'année dernière en matière de stabilité politique et de l'adoption d'un budget fédéral ambitieux, l'Iraq est bien placé pour saisir les nombreuses possibilités qui s'offrent à lui. Cela étant dit, et comme chacun sait, l'environnement complexe et parfois en évolution rapide du pays signifie également qu'il ne s'agit pas d'un exercice facile, et encore moins d'une évidence.

La corruption est toujours omniprésente et, comme l'a récemment déclaré le Premier Ministre, la lutte contre ce fléau est une tâche à laquelle le Gouvernement s'est attelé, s'attelle encore et continuera de s'atteler. Il a ajouté à juste titre que, s'il ne lutte pas contre la corruption, le Gouvernement ne sera pas en mesure de mettre en œuvre ses ambitions économiques et ses programmes de développement. Il est vrai que le Gouvernement a pris des engagements admirables, qu'il s'agisse d'accroître la transparence dans la collecte des recettes douanières ou de demander l'extradition des personnes impliquées dans le vol des ressources fédérales. Dans le cadre d'une

nouvelle campagne intitulée « Où avez-vous trouvé cela ? », la Commission fédérale de l'intégrité a contrôlé les dossiers financiers des candidats aux élections. Dans le même temps, il est clair que le réseau complexe de corruption et d'intérêts particuliers qui s'est constitué en Iraq au fil des décennies ne sera pas démantelé du jour au lendemain, en particulier lorsque les personnes qui risquent d'être perdantes peuvent puiser dans une myriade de ressources financières, politiques et de sécurité, créant ainsi la communauté de connivence à laquelle j'ai précédemment fait référence dans mes exposés.

Par ailleurs, et comme cela a été souligné à maintes reprises, la structure économique de l'Iraq est précaire, fortement dépendante du pétrole et d'un secteur public si important qu'il n'est tout simplement pas viable. Bien que les mesures prises jusqu'à présent témoignent d'une dynamique positive, il sera essentiel de poursuivre les réformes structurelles. Dans le cas contraire, il ne sera pas possible d'avoir un secteur privé florissant avec des niveaux d'emploi élevés.

Tout cela doit être compris en tenant compte de la croissance rapide de la population iraquienne, dont on prévoit qu'elle pourrait doubler au cours des trois ou quatre prochaines décennies. Pourquoi est-ce que je dis cela ? Parce que si les perspectives d'emploi ou les progrès en termes de qualité de vie ne sont pas au rendez-vous alors que plus d'Iraquiens vont atteindre l'âge adulte, il n'est pas difficile d'imaginer où cette tendance pourrait nous mener : les braises du mécontentement pourraient se rallumer facilement, encore et encore.

Les changements climatiques et la pénurie d'eau sont, bien entendu, d'autres multiplicateurs de menace évidents. L'été dernier encore, les températures en Iraq ont dépassé les 50 °C. En juin dernier, l'Organisation internationale pour les migrations a recensé près de 14 000 familles déplacées par la sécheresse dans 10 des provinces de l'Iraq. Il va sans dire que si rien n'y est fait, ce n'est que le début d'une situation assez cauchemardesque. Le Gouvernement a donc de bonnes raisons d'avoir fait de la sécurité hydrique l'une de ses grandes priorités.

Il ne faut pas non plus sous-estimer la question du sentiment d'exclusion, de marginalisation et de stigmatisation. Pourquoi est-ce important pour la stabilité en Iraq ? C'est important dans la mesure où si ces sentiments continuent de couver, les gens seront de nouveau vulnérables à la propagande extrémiste, entre autres répercussions. Je suis bien sûr au courant des efforts que le Gouvernement déploie pour mettre fin aux déplacements, mais il n'en demeure pas moins essentiel de mieux faire en sorte que

les personnes regagnent leurs régions d'origine, y compris Jourf el-Sakhr et Sinjar. Il est tout aussi important de trouver l'élan si nécessaire qui permettra de promulguer la législation sur les disparitions forcées, ainsi que l'amendement à la loi d'amnistie.

On ne saurait non plus négliger l'influence des acteurs armés non étatiques dans certaines zones, qui non seulement sapent la confiance dans l'État mais créent également un climat de peur et de colère.

Le Gouvernement dialogue toujours activement avec les pays de toute la région sur les aspects liés à l'énergie, à l'eau, à la coopération économique et à la sécurité. C'est important, car l'intégration et les partenariats régionaux sont des facteurs évidents de stabilité en Iraq et au-delà. Dans ce contexte, je tiens à appeler l'attention sur l'accord entre l'Iraq et l'Iran qui concerne la sécurité. L'Iraq a beaucoup travaillé, y compris la Région du Kurdistan, pour sécuriser ses frontières, et il s'emploie maintenant à consolider ces réalisations. Les deux camps jugent que la sécurité à long terme est capitale, et nous ne pouvons que souligner l'engagement sincère de l'Iraq pour donner suite à l'accord.

Comme je l'ai dit à maintes occasions, c'est ainsi qu'il faut répondre aux préoccupations de sécurité : par le dialogue, des comités conjoints et l'application effective des accords, le tout, naturellement, conformément au droit international. Dès lors, j'espère que l'Iraq et la Türkiye prendront également la voie d'une concorde durable. Les inquiétudes de la Türkiye en matière de sécurité sont bien comprises. À cet égard, je me fais l'écho du Secrétaire général pour condamner la récente attaque perpétrée à Ankara. Cela dit, les attaques transfrontières constantes sont une façon risquée de promouvoir ses intérêts, d'autant qu'elle ne va pas sans nombre d'effets préjudiciables. Nous nous félicitons par conséquent des efforts en cours pour que débutent les travaux des comités bilatéraux mis en place par l'Iraq et la Türkiye afin de remédier aux problèmes de sécurité à la frontière.

Évidemment, je ne peux pas parler de la stabilité dans la région sans évoquer les faits sans précédent et atroces survenus en Israël et dans le Territoire palestinien occupé, dont le bilan humain est déjà catastrophique et qui pourraient avoir des retombées sur toute la région.

Toujours à propos du Moyen-Orient, je signale également une décision prise il y a peu par la Cour suprême fédérale d'Iraq au sujet de l'accord de 2012 entre l'Iraq et le Koweït qui régit la navigation dans le chenal de Khor Abdallah. Compte tenu de la séparation des

pouvoirs, le Gouvernement iraquien a depuis exprimé on ne peut plus clairement son attachement aux principes du droit international et son respect des accords bilatéraux et des résolutions de l'ONU. Le Koweït et le Conseil de coopération du Golfe ont répondu à des préoccupations légitimes. Étant donné la priorité que le Gouvernement iraquien attache au dialogue pour trouver des solutions, et au vu de sa détermination à entretenir des relations positives avec ses voisins, nous espérons et escomptons que la coopération et le bon voisinage l'emporteront. Cela dit, en raison des risques d'erreur d'interprétation et d'escalade, il est essentiel de régler l'affaire sans tarder, et important de poursuivre les pourparlers concernant la démarcation du reste de la frontière maritime.

S'agissant des relations entre Bagdad et Erbil, une délégation de haut niveau du Gouvernement de la Région du Kurdistan, emmenée par le Premier Ministre Masrour Barzani, s'est rendue à Bagdad le 14 septembre afin de discuter des difficultés financières de la Région. Peu après, le Conseil des ministres de l'Iraq a décidé d'apporter à celle-ci une aide financière sous forme de prêts pour les trois mois à venir. Cela permet au Gouvernement de la Région du Kurdistan de verser, en tout cas pour l'instant, les salaires de ses fonctionnaires, soit une évolution bienvenue et, pour le dire franchement, qui se faisait attendre. Toutefois, l'accord a un caractère provisoire et ne suffit donc pas. Cela signifie qu'il y a encore à faire, et d'urgence, en vue d'éviter une nouvelle période d'incertitude pour les fonctionnaires de la Région. Je l'ai dit ces dernières années et je le répète aujourd'hui : les salaires des fonctionnaires devraient être à l'abri des désaccords politiques. Comme tous les autres fonctionnaires irakiens, ceux qui travaillent dans la Région du Kurdistan ont une famille à nourrir et des obligations à remplir.

En août 2020, dans mon exposé au Conseil (voir S/2020/845, annexe I), j'avais insisté sur le fait que le manque de précision de la Constitution iraquienne de 2005 continuait d'alimenter le débat entre Bagdad et Erbil. Or, les choses en sont toujours au même point. Cela veut dire que 18 ans ont passé sans accord sur l'amélioration progressive du système fédéral ; 18 ans sans cadre durable pour la répartition des ressources naturelles ou les territoires contestés ; 18 ans sans loi définissant droits et obligations. À la place, nous continuons d'observer une situation permanente de gestion des crises au cas par cas. Par conséquent, 18 ans après l'adoption de la Constitution, il est impératif de passer à des solutions globales et robustes.

En ce qui concerne l'Accord de Sinjar, je suis au regret d'informer le Conseil qu'aucun progrès n'a été fait. Malheureusement, nous restons au contraire les témoins

de différentes luttes de pouvoir dans lesquelles les acteurs armés non étatiques ont l'avantage.

Les événements récents à Kirkouk, qui ont fait des morts et des blessés, sont également préoccupants. Le calme est revenu pour l'instant, mais on ne saurait ignorer la précarité de ce contexte. Comme les membres du Conseil le savent, ces dernières années, la MANUI a facilité des sessions de dialogue entre les représentants des composantes de Kirkouk, et nous sommes toujours convaincus qu'un accord peut être trouvé. Pour cela, néanmoins, il est indispensable de faire primer les besoins de la population sur les intérêts politiques. Bien sûr, les élections aux conseils provinciaux qui se tiendront le 18 décembre revêtent également une grande importance, en particulier du fait que Kirkouk n'a pas connu d'élections locales depuis 2005.

Ce n'est pas tout. Les membres du Conseil m'ont entendue dire plus tôt que les élections parlementaires de la Région du Kurdistan n'avaient que trop tardé. Initialement prévues en octobre 2022, elles ont d'abord été reportées au mois de novembre de cette année, avant d'être repoussées une fois encore il y a peu, au 25 février 2024. Naturellement, nous comptons sur toutes les parties pour veiller à ce que cette nouvelle date ne fasse pas à son tour les frais des dissensions politiques internes. Sous la tutelle de l'administration actuelle, le processus démocratique de la Région doit prévaloir. L'enjeu est considérable.

Sur un autre sujet, l'Iraq s'est engagé, à l'instar de tout autre État Membre, dans sa Constitution et en vertu des traités internationaux relatifs aux droits humains, à protéger les droits fondamentaux de tous ses citoyens, sans discrimination. Cela mérite d'être répété, à la lumière des récents débats sur le recours à des termes universellement acceptés.

Quant aux rapatriés de Hol, le mois dernier a vu le retour de 173 ménages supplémentaires en Iraq. Autrement dit, l'Iraq continue de montrer l'exemple aux autres États qui ont des nationaux à Hol.

Il est indéniable que les problèmes ne manquent pas sur le terrain. La question de l'accès aux documents civils et d'identité fondamentaux, en particulier leur délivrance dans des délais raisonnables, doit être traitée de façon prioritaire. Par ailleurs, alors que l'Iraq peine à répondre aux vastes besoins des rapatriés et des communautés d'accueil, on ne saurait trop insister sur l'importance cruciale du maintien de l'aide internationale.

J'en viens aux Koweïtiens et ressortissants d'États tiers portés disparus ainsi qu'aux biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales. Grâce à une technologie novatrice basée sur l'ADN, le Gouvernement koweïtien a pu

identifier une autre personne disparue. J'adresse mes plus sincères condoléances à sa famille. Par ailleurs, je me félicite que l'Iraq ait enfin remis au Koweït les 22 profils génétiques découverts à Najaf en mars 2022. L'échange régulier de données génétiques est capital pour faire la lumière sur le sort des personnes qui sont toujours portées disparues. Bien évidemment, nous continuons de dialoguer avec le Gouvernement iraquien sur la récupération des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales. Il faut maintenant agir rapidement et de manière déterminée.

Pour terminer, je ne peux que souligner l'importance des prochaines élections aux conseils provinciaux en Iraq. Pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles le renforcement de la prestation de services, elles représentent un impératif crucial pour toute la population iraquienne. En tant qu'ancienne femme politique, je sais combien il est tentant de sortir le grand jeu dans une campagne électorale, mais les choses peuvent mal tourner et la situation peut même devenir risquée si les campagnes se transforment en plateformes pour attiser la rage ou la peur à l'égard des autres. J'appelle donc tous les acteurs, que ce soit au niveau national ou régional, à jouer leur rôle pour maintenir la stabilité à l'approche des élections de décembre, notamment en s'efforçant de lutter contre la désinformation et la mésinformation.

Alors que le Gouvernement a entamé son mandat depuis un an, faire progresser les nombreuses initiatives positives que l'Iraq s'est engagé à mettre en œuvre reste une responsabilité collective.

Je ne peux conclure sans évoquer l'incendie dévastateur qui s'est produit à Hamdaniya le mois dernier, et qui a coûté la vie à plus de 100 personnes. Nous adressons à nouveau nos sincères condoléances à toutes les personnes touchées.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Al-Jarahi.

**M<sup>me</sup> Al-Jarahi** (*parle en arabe*) : Je suis honorée de représenter aujourd'hui les organisations de la société civile en Iraq, en particulier celles qui ont soutenu le dossier de la participation des femmes à la vie politique, car mon organisation a été l'une des premières à travailler sur ce dossier en 2004, et continue de le faire aujourd'hui encore. Étant donné que le thème de la présente séance est la participation à la vie politique, j'axerai ma déclaration sur les efforts déployés par les organisations de la société civile pour appuyer la participation des femmes aux processus politiques.

L'Iraq Foundation et les organisations qu'elle chapeaute travaillent sans relâche pour aider les femmes, en particulier dans les régions touchées par des organisations terroristes. Nous sommes également actifs dans le sud de l'Iraq et dans la région du Moyen-Euphrate, où les femmes restent aujourd'hui encore confrontées à des problèmes de sécurité et des menaces majeurs.

Bien que, par rapport à d'autres pays de la région, l'Iraq soit considéré comme un pionnier dans l'élaboration de politiques et de plans visant à soutenir la participation des femmes à la société, la discrimination fondée sur le genre exercée par les hommes contre les femmes reste un obstacle à la contribution formelle des femmes aux processus de prise de décisions et à leur participation par le biais d'investissements en ressources matérielles et politiques. Les femmes n'ont toujours pas obtenu l'égalité avec les hommes en termes de statut politique ou d'influence politique.

Toutefois, la situation des femmes en Iraq aujourd'hui est sans comparaison avec ce qu'elle était auparavant. Les deux dernières décennies ont été marquées par des progrès remarquables dans la participation des femmes à la vie politique en Iraq et le nombre d'organisations, de réseaux et de mouvements de femmes a augmenté, ce qui s'est traduit par un renforcement de leur influence sur les politiques locales, nationales et internationales. Un certain nombre de femmes ont réussi à accéder à des postes politiques importants, et la participation des femmes à la vie politique s'est intensifiée, comme en témoignent le plus grand pourcentage de femmes à la Chambre des députés, ainsi que le plus grand nombre de femmes membres de partis politiques, occupant des postes de décision ou participant aux mouvements de protestation que l'Iraq a connus ces dernières années. Nous attendons avec intérêt un accroissement de la représentation des femmes dans les rangs supérieurs et les postes de direction qui influencent le processus de prise de décisions.

Les organisations de la société civile iraquienne ont déployé des efforts remarquables pour favoriser la participation des femmes et ont réalisé de nombreuses études qui ont montré l'ampleur des défis et des menaces auxquels les femmes sont confrontées, et les moyens de faire face à ces défis et de les surmonter. Nous avons également formé des centaines de jeunes dirigeantes, tout en les incitant à participer au processus politique. Je suis persuadée que les organisations de la société civile ont exercé une influence morale exceptionnelle en exhortant le Gouvernement à adopter des politiques et des mesures globales en faveur des droits des femmes.

Dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir les droits des femmes et leur participation à la vie politique, nous renouvelons notre appel à la communauté internationale



pour qu'elle apporte l'appui nécessaire à l'Iraq. Nous devons tous nous unir pour apporter un soutien constant au renforcement de la participation des femmes. Nous savons tous et toutes que l'appui de la communauté internationale joue un rôle essentiel en fournissant les ressources et les compétences requises pour favoriser le progrès. C'est pourquoi nous exhortons les parties prenantes internationales à apporter leur plein appui aux projets et programmes consacrés à la promotion des droits des femmes et à soutenir la participation des femmes à la vie politique.

Nous appelons également le Gouvernement iraquien à achever les plans et les politiques sur lesquels il travaille, y compris la stratégie nationale pour les Iraquiennes pour la période 2023-2030, en coopération avec l'ONU, et à soutenir tous les acteurs travaillant sur le dossier des femmes, indépendamment de leur désignation gouvernementale officielle, à renforcer leur rôle et à les impliquer pleinement dans la formulation des politiques publiques et la mise en œuvre de programmes pertinents. Le Gouvernement doit donc veiller à fournir des ressources financières et humaines suffisantes et un appui adapté pour permettre à ces acteurs de jouer leur rôle de manière efficace et efficiente.

Pour terminer, l'objectif d'atteindre l'égalité et de favoriser la participation des femmes à la vie politique doit faire l'objet d'un effort commun et coopératif entre la communauté internationale et le Gouvernement iraquien, d'autant plus que des élections seront organisées en Iraq dans les mois à venir. Nous attendons du Gouvernement iraquien qu'il assure la protection complète et nécessaire des femmes participant à ces élections, contribuant ainsi à la stabilité de l'Iraq et à sa progression vers un avenir meilleur et plus équitable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Al-Jarahi de son important exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, et M<sup>me</sup> Al-Jarahi de leurs exposés.

Nous saluons la Représentante spéciale pour son leadership inébranlable de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) à Bagdad, ainsi que pour l'appui qu'elle apporte aux autres présences de l'ONU en Iraq. Son exposé et le dernier rapport du Secrétaire général sur cette question (S/2023/700) témoignent des progrès réalisés par l'Iraq en matière de reconstruction et de réconciliation.

Comme l'a déclaré le Président Biden, un Iraq fort et capable de se défendre est indispensable pour parvenir à la stabilité dans la région. Nous encourageons le Gouvernement iraquien à maintenir son engagement en faveur des réformes économiques essentielles, de la lutte contre la corruption et de l'amélioration des services publics afin de répondre aux revendications et aux aspirations du peuple iraquien. La MANUI joue un rôle important à cet égard. Nous la félicitons d'avoir achevé le projet de réhabilitation des berges du Tigre à Bagdad et d'avoir noué un partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies en vue de moderniser des stations d'épuration des eaux usées en Iraq. La MANUI est bien placée pour fournir une assistance dans d'autres domaines de réforme s'inscrivant dans le cadre de son mandat, notamment en ce qui concerne les élections, la promotion de la protection des droits humains et la lutte contre l'impunité en cas de violations, ainsi que la facilitation de la coopération en ce qui concerne les effets néfastes des changements climatiques.

Les États-Unis se félicitent que le Gouvernement iraquien continue de préparer les élections aux conseils provinciaux prévues le 18 décembre, et que la Haute Commission électorale indépendante de l'Iraq s'apprête à appuyer les élections législatives dans la Région du Kurdistan qui se tiendront en février prochain. Pour continuer sur cette lancée, nous encourageons également le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan à régler toutes les questions en suspens par des solutions durables et mutuellement acceptables.

L'Iraq et la MANUI ont réalisé des progrès considérables ces dernières années. Nous saluons les efforts déployés par la MANUI pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique en organisant des consultations l'été dernier dans l'ensemble du pays. Nous saluons également le partenariat entre l'Iraq et la MANUI visant à soutenir les communautés religieuses et ethniques minoritaires, y compris pour la mise en œuvre de l'Accord de Sinjar. Il convient également de noter les progrès accomplis par l'Iraq en vue de l'application intégrale et du financement de la loi sur le soutien aux rescapées yézidiennes, qui fournit un appui et une réadaptation indispensables aux rescapées des atrocités commises par Daech.

Cette évolution encourageante de la situation a pris une importance particulière dans le contexte des autodafés du Coran qui ont eu lieu en début d'année. Nous avons pris note de la condamnation par le Secrétaire général de ces actes d'islamophobie et du fait qu'il a cité de la résolution 53/1 du Conseil des droits de l'homme sur la lutte contre la haine religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Dans le

même temps, à la suite de l'attaque contre l'ambassade de Suède à Bagdad, nous nous félicitons que le Gouvernement iraquien ait réaffirmé son engagement à protéger les missions diplomatiques dans le pays.

Un élément essentiel de notre campagne commune pour assurer la défaite de Daech est l'effort collectif pour aider à traduire en justice les membres de Daech qui se sont livrés à des actes de génocide et à d'autres atrocités, où qu'ils se trouvent. Le rapatriement de personnes du nord-est de la Syrie est également un axe d'action essentiel, et nous félicitons le Gouvernement iraquien du rôle de chef de file qu'il continue de jouer sur cette question.

Nous appuyons pleinement la volonté de l'Iraq de s'intégrer davantage dans la région et d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins. Nous nous félicitons des récentes déclarations du Premier Ministre Al Sudani et d'autres hauts responsables irakiens, qui ont affirmé que l'Iraq respecte pleinement la souveraineté du Koweït et qu'il demeure attaché aux accords bilatéraux et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 833 (1993), qui a mis la dernière main aux travaux de la Commission de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït. Nous constatons avec satisfaction les efforts déployés par les deux Gouvernements pour tenir un dialogue sur le règlement de toutes les questions en suspens.

Enfin, nous attendons avec intérêt que l'équipe chargée de l'examen stratégique indépendant de la MANUI débute ses travaux. L'évaluation de l'équipe permettra à la MANUI de continuer à fournir à l'Iraq un appui concret alors que le pays progresse activement dans sa transition du conflit à la paix et à la prospérité. Nous voudrions que l'examen adopte une approche prospective en ce qui concerne la manière dont la MANUI peut appuyer le plus efficacement possible la stabilité politique et le développement économique de l'Iraq.

Pour terminer, je voudrais dire que les États-Unis appuient vigoureusement le mandat de la MANUI et attendent avec intérêt de voir les progrès que la Mission et le Gouvernement iraquien pourront encore réaliser au cours de l'année à venir.

**M. Olmedo** (France) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et M<sup>me</sup> Al-Jarahi pour leurs exposés. Je souhaite également la bienvenue au Chargé d'affaires iraquien. Avant toute chose, je souhaite réaffirmer la solidarité de la France vis-à-vis de l'Iraq, à la suite du tragique incendie qui a eu lieu à Qaraqoch le 26 septembre. Toutes nos pensées vont aux familles des victimes.

La France réaffirme aujourd'hui son plein soutien à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Elle continue d'apporter une assistance bienvenue à l'Iraq, dans le plein respect de sa souveraineté. Je remercie d'ailleurs la Représentante spéciale pour l'engagement remarquable dont elle fait preuve. La France se tient prête à accompagner l'examen stratégique indépendant de la MANUI. Cet exercice doit permettre de prendre en compte les demandes de l'Iraq au sujet de l'avenir de la Mission.

La France réitère son attachement à la souveraineté de l'Iraq et à la stabilité de la région dans son ensemble. Nous condamnons fermement toutes les violations de la souveraineté iraquienne, notamment les attaques visant la région autonome du Kurdistan iraquien. Nous appelons les acteurs concernés à arrêter toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Iraq. En lien avec ses partenaires de la Coalition internationale contre Daech, la France continuera à se tenir aux côtés de l'Iraq dans sa lutte contre le terrorisme, dans le plein respect de sa souveraineté, aussi longtemps qu'il le faudra. À cet égard, nous saluons le travail accompli par l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes depuis sa création. Ce mécanisme contribue efficacement à la lutte contre l'impunité.

Par ailleurs, la France rappelle son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Koweït. Nous saluons les efforts diplomatiques entrepris par le Premier Ministre iraquien pour apporter les réassurances nécessaires à son voisin et partenaire koweïtien. La France se tient prête à apporter une assistance pour parvenir à une solution pérenne au différend frontalier. Nous réitérons par ailleurs l'importance d'une coopération étroite entre l'Iraq et le Koweït sur le dossier des Koweïtiens et des ressortissants d'États tiers disparus. Les efforts régionaux de dialogue sont plus que jamais nécessaires. Poser les conditions d'un dialogue diplomatique, régional et économique face aux défis communs est l'objectif de la Conférence de Bagdad. L'intégration économique de la région et la réponse aux défis climatiques et environnementaux sont des priorités.

Dernier point, la France salue les efforts du Gouvernement iraquien pour mener à bien les réformes attendues par la population, et nous appelons à la poursuite de ces efforts. Nous nous félicitons en particulier de l'adoption d'un budget, en juin dernier, et nous encourageons la poursuite des réformes pour diversifier l'économie iraquienne et lutter contre la corruption et contre l'impunité. Nous saluons également les initiatives prises par l'Iraq pour

lutter contre les effets des changements climatiques. Nous devons aider l'Iraq à cet égard, dans le prolongement de l'Accord de Paris. Concernant les relations entre Bagdad et Erbil, la France continue d'encourager les autorités fédérales et régionales à mener un dialogue constructif s'agissant notamment du partage des revenus des ressources pétrolières et des questions sécuritaires. La MANUI peut faciliter, il nous semble, cette coopération.

Enfin, la France souligne l'importance de tenir des élections transparentes et inclusives, qui associent les femmes, les jeunes, et, bien sûr, la société civile. Nous saluons le rôle de la MANUI pour appuyer la Haute Commission électorale indépendante dans la préparation de ces échéances.

**M. Camilleri** (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq, M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, et M<sup>me</sup> Dhefai Al-Jarahi. Je souhaite la bienvenue au représentant de l'Iraq et je présente nos condoléances les plus sincères au peuple iraquien à la suite du tragique incendie du 26 septembre.

Malte se félicite de la détermination du Gouvernement iraquien à bâtir un pays pacifique, stable et prospère. Nous continuons à appuyer le programme de réforme qui vise à lutter contre la corruption, à améliorer les services publics et à développer le secteur privé. Nous espérons que l'adoption d'une loi de finances fédérale donnera au Gouvernement les moyens de transformer ces engagements de longue date en améliorations concrètes pour tous les Iraquiens et toutes les Iraquiennes. Nous saluons l'intention du Gouvernement fédéral d'organiser des élections aux conseils provinciaux en décembre prochain. Il sera indispensable de faire en sorte que la Haute Commission électorale indépendante soit dotée des ressources nécessaires pour les organiser de manière efficace et ordonnée et en temps voulu.

Des processus politiques et électoraux inclusifs sont des éléments essentiels à l'instauration d'un climat démocratique pacifique et stable. Aussi avons-nous accueilli favorablement la décision prise par le Gouvernement, en mai dernier, de créer le Comité suprême de soutien à la participation des femmes aux élections aux conseils provinciaux, ainsi que l'inclusion de mesures visant à stimuler la participation politique des femmes en toute sécurité. En outre, alors que nous avons commémoré, le 3 août dernier, le génocide yézidi, nous tenons à souligner l'importance de la loi sur les rescapées yéziennes de 2021. Nous appelons à l'accélération de sa mise en œuvre et à l'élimination de tout obstacle inutile à cet égard. Nous réaffirmons également

notre appui aux efforts déployés par l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes pour faire en sorte que les membres de Daech qui ont commis des atrocités criminelles, notamment des crimes de violence sexuelle et fondée sur le genre, en Iraq répondent de leurs actes. Nous nous devons également d'exprimer notre inquiétude quant au fait qu'aucune loi contre la violence domestique n'a été adoptée.

Sur le plan politique, nous jugeons opportunes les mesures constructives prises par le Gouvernement fédéral et par le Gouvernement de la Région du Kurdistan pour régler plusieurs questions en suspens, notamment l'engagement pris par le Kurdistan d'organiser des élections législatives régionales en février 2024. Nous saluons le rôle utile joué par l'Iraq dans la région, et nous prenons particulièrement note des efforts diplomatiques qu'il déploie dans l'intérêt de la stabilité, notamment en dialoguant avec les partenaires régionaux et en facilitant le dialogue entre eux. Nous appelons tous les États, en particulier les voisins de l'Iraq, à s'abstenir de toute action militaire unilatérale. Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du processus politique démocratique de l'Iraq est essentiel pour renforcer la stabilité régionale. Par ailleurs, Malte souligne l'importance de respecter les principes démocratiques, ainsi que les droits fondamentaux de toutes les personnes dans toute leur diversité. Dans le même esprit, nous nous sommes félicités des discussions constructives qui ont eu lieu entre le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Gouvernement iraquien durant la visite du Haut-Commissaire le mois dernier. Néanmoins, nous sommes profondément préoccupés par les 59 victimes civiles recensées par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, les 23 violations graves commises contre des enfants et le nombre élevé de victimes tuées ou blessées par des restes explosifs de guerre et des engins explosifs improvisés. À cet égard, nous avons salué la décision, prise en juin par le Gouvernement iraquien, d'allouer des crédits budgétaires au déminage opérationnel, ce qui est indispensable pour mener des opérations soutenues de relevé et de déminage.

Malte se félicite de l'engagement public pris par le Gouvernement iraquien de lutter à titre prioritaire contre les problèmes posés par les changements climatiques et la pénurie d'eau. Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général concernant la nécessité de favoriser la coopération régionale afin de relever collectivement ces défis. S'ils ne sont pas traités, ces problèmes de sécurité climatique peuvent exacerber l'insécurité. Il est donc impératif que la communauté internationale fournisse une aide urgente.



Pour terminer, je voudrais dire que tout en saluant l'amélioration globale de la situation humanitaire, nous rappelons qu'au mois d'août, environ 1,5 million de personnes étaient toujours déplacées. Malheureusement, les déficits de financement demeurent un défi. Par conséquent, nous demandons instamment à la communauté internationale de rester déterminée à soutenir les priorités humanitaires et de développement de l'Iraq et de sa population.

**M. Montalvo Sosa** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie des informations qu'elles nous ont fournies la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq, M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, et M<sup>me</sup> Dhefah Al-Jarahi, responsable pays à la Iraq Foundation. Je salue également la présence du représentant de l'Iraq.

Nous saluons une fois de plus le travail qu'accomplit la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), en particulier l'appui qu'elle fournit au Gouvernement iraquien pour l'aider à consolider ses alliances politiques avec les pays voisins et à mettre en œuvre des réformes en vue de renforcer la confiance, de relancer l'économie et de normaliser la fourniture de services de base dans le pays. Les résultats des négociations internes concernant la conduite des élections provinciales et des élections dans la Région du Kurdistan sont encourageants. Nous félicitons le Comité suprême de soutien à la participation des femmes aux élections aux conseils provinciaux pour son plan de travail, qui comprend des mesures visant à prévenir les discours de haine à l'encontre des candidates et qui promeut un code de conduite entre les acteurs politiques.

Le rapport du Secrétaire général (S/2023/76) sur la menace persistante que représentent Daech et d'autres groupes armés non étatiques pour la paix et la sécurité régionales continue de susciter la préoccupation. L'Équateur espère que les stratégies bilatérales, régionales et multilatérales contribueront à éliminer les causes profondes de la violence, du terrorisme et de l'extrémisme violent, ainsi qu'à prévenir et neutraliser leurs conséquences, surtout afin de protéger la vie et la sécurité de la population civile.

Nous déplorons la situation humanitaire des personnes déplacées, des migrants et des réfugiés, y compris des femmes et des enfants, des personnes handicapées et des minorités ethniques et religieuses, qui sont extrêmement vulnérables. L'appui de la communauté internationale à la recherche d'une solution durable sera déterminant pour favoriser leur retour et leur réintégration et pour éviter qu'ils ne soient recrutés par des groupes terroristes.

Nous saluons les progrès accomplis par les équipes techniques locales et celles du Comité international de la Croix-Rouge en matière de recherche et de rapatriement des dépouilles de nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus, ainsi que les avancées réalisées dans l'identification des cadavres dans les fosses communes.

Les résultats de la visite du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, en Iraq au mois d'août encouragent à élargir l'espace civique et à évaluer les conséquences que la sécheresse et d'autres phénomènes peuvent avoir sur la situation humanitaire déjà sensible. Il faut se réengager sur la voie de la réconciliation nationale et faire avancer les processus qui permettent aux Iraquiennes et aux Iraquiens de vivre dans la sécurité et le bien-être. L'Équateur désapprouve les mesures qui exacerbent la discrimination et la radicalisation, comme par exemple les exécutions extrajudiciaires, mais aussi l'institutionnalisation de la peine de mort et les restrictions à la liberté d'expression.

Pour terminer, j'encourage la MANUI à continuer d'aider le Gouvernement iraquien à garantir la transparence des processus électoraux, à faire prendre conscience à la population des conséquences des discours de haine et de la désinformation, à mettre au point un plan de déminage et à créer les capacités nécessaires pour lutter contre l'impunité et instaurer une culture fondée sur la responsabilité, la non-répétition et le respect des libertés et droits fondamentaux de tous les groupes sociaux.

**M. Abushahab** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Représentante spéciale Jeanine Hennis-Plasschaert de son exposé fort utile. Nous remercions également de sa déclaration M<sup>me</sup> Dhefah Al-Jarahi. Je salue la participation du représentant de l'Iraq à la présente séance.

Je saisis cette occasion pour féliciter sincèrement le Gouvernement et le peuple irakiens, qui ont célébré leur fête nationale il y a quelques jours, et leur souhaiter de continuer à prospérer et à aller de l'avant.

Comme nous l'avons entendu, l'Iraq a enregistré des progrès remarquables depuis la formation de son gouvernement l'année dernière, en particulier en ce qui concerne la réforme des services publics, du secteur économique et du secteur privé. Il a également adopté une loi de finance fédérale qui couvre une période de trois ans. Néanmoins, la période à venir exige que des mesures fermes soient prises pour mener à bien ces réformes et renforcer la sécurité et la stabilité à long terme, en particulier à la lumière des problèmes que rencontre l'Iraq.

Sur le plan politique, nous attendons avec intérêt la tenue des élections provinciales en Iraq à la fin de l'année et des élections parlementaires reportées dans la Région du Kurdistan d'Iraq, qui sont prévues en février 2024. Nous soulignons qu'elles doivent se dérouler aux dates fixées. Nous remercions la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) de l'appui qu'elle fournit à la tenue d'élections, conformément à son mandat. Nous demandons instamment que des efforts concertés soient déployés pour promouvoir la participation véritable des Iraquiennes aux prochaines élections et pour garantir leur représentation effective et sur un pied d'égalité avec les hommes au sein du Gouvernement et des structures décisionnelles. Dans le même ordre d'idées, nous continuons de souligner la nécessité d'autonomiser les jeunes irakiens et de leur offrir davantage de possibilités de prendre une part active dans le développement, en particulier sachant que ce groupe représente plus de la moitié de la population iraquienne. Nous estimons que la décision de créer un conseil supérieur de la jeunesse en Iraq constitue une avancée dans cette direction, qui va dans le sens des efforts importants déployés dans notre région pour faire participer les jeunes aux programmes gouvernementaux.

Sur le plan économique, nous espérons qu'il sera possible de parvenir au consensus interne nécessaire pour promulguer la loi fédérale sur le pétrole et le gaz, et soutenir ainsi l'économie du pays. Nous appelons également à régler toutes les autres questions en suspens entre Bagdad et Erbil.

En ce qui concerne les efforts visant à remédier aux conséquences des changements climatiques en Iraq, cette question doit rester une priorité absolue, et il faut mettre l'accent sur le renforcement des capacités de l'Iraq dans ce domaine. Nous espérons que la MANUI jouera un rôle plus important dans l'appui aux efforts du Gouvernement à cet effet, sachant que l'Iraq est l'un des pays les plus touchés par le phénomène des changements climatiques. Alors que la crise de l'eau en Iraq persiste, mon pays exhorte toutes les parties concernées dans la région à déployer des efforts constructifs pour parvenir à des accords qui faciliteront l'utilisation optimale et équitable des ressources en eau partagées.

La situation en matière de sécurité en Iraq reste marquée par divers problèmes qui doivent être réglés au moyen d'une approche globale. En dépit de la fréquence progressivement décroissante des attaques de Daech, les événements de ces derniers mois ont montré qu'il est urgent de garantir que la possession d'armes soit limitée au Gouvernement, de renforcer l'application de la loi et de consolider l'autorité du Gouvernement sur l'ensemble des territoires irakiens. Ces mesures permettraient d'améliorer la sécurité en Iraq et dans la région.

À cet égard, nous soulignons la nécessité que les problèmes existants entre l'Iraq et ses voisins soient réglés. La persistance de ces problèmes sur une longue période et l'absence de toute perspective de règlement nuisent à la confiance entre les pays de la région et menacent d'exacerber les tensions. Nous continuons d'appeler au rapprochement dans la région et à la désescalade, en particulier pendant cette période où la région est en proie à des crises profondes. Nous soulignons que tout dialogue régional doit être fondé sur le respect du principe de bon voisinage. Nous soulignons également la nécessité de s'abstenir de toute mesure qui pourrait porter préjudice à ces efforts. Nous sommes préoccupés par la récente intensification des hostilités entre la Türkiye et l'Iraq. Nous réaffirmons qu'il est impératif de respecter les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Nous réaffirmons une fois de plus la position du Conseil de coopération du Golfe, appelant l'Iraq à prendre des mesures sérieuses pour faire face aux implications de l'arrêt rendu récemment par la Cour suprême fédérale concernant l'accord conclu avec le Koweït sur la réglementation de la navigation dans le chenal de Khor Abdallah. Nous soulignons qu'il importe d'achever la démarcation des frontières maritimes entre ces deux pays au-delà du point 162 et de respecter les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 833 (1993), ainsi que les accords bilatéraux, de manière à permettre aux deux pays de poursuivre la consolidation de leurs relations bilatérales et d'ouvrir de nouveaux horizons.

Nous appelons à de nouveaux progrès s'agissant de la question des Koweïtiens et des nationaux d'États tiers portés disparus ainsi que des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales. Nous saluons les efforts déployés par la Commission tripartite, dirigée par le Comité international de la Croix-Rouge, pour déterminer le sort des personnes encore portées disparues, efforts qui ont récemment abouti à l'identification d'une des personnes disparues parmi les nationaux du Koweït. Nous adressons nos sincères condoléances à ses proches.

Pour terminer, les Émirats arabes unis réaffirment leur appui aux efforts déployés par le peuple iraquien pour tourner la page du passé et vivre dans la prospérité. Nous attendons avec intérêt les résultats de l'examen stratégique en cours de la MANUI. Nous espérons que cette évaluation contribuera à définir les caractéristiques de l'appui que la MANUI apportera à l'Iraq au cours des prochaines années, en fonction des besoins actuels, avec à terme le transfert de toutes les tâches de la Mission au Gouvernement iraquien.

**M. Hauri** (Suisse) : J'adresse mes remerciements à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, et à M<sup>me</sup> Al-Jarahi pour leurs exposés. La Suisse se félicite du travail de la Représentante spéciale et de l'ensemble du personnel de la MANUI. Nous saluons également la présence parmi nous du représentant de l'Iraq.

Comme d'autres avant moi, je tiens à exprimer nos sincères condoléances à l'Iraq et aux familles et amis des victimes de l'incendie tragique qui s'est produit récemment, lors d'un mariage.

L'Iraq a une population jeune et dynamique, en croissance rapide, qui est une promesse pour l'avenir du pays. Nous prenons acte de l'engagement du Gouvernement de leur donner des opportunités pour réaliser leurs aspirations et, plus largement, pour construire un avenir pacifique, sûr et prospère. Toutefois, comme on vient de l'entendre, des défis importants subsistent.

Je voudrais me concentrer sur quatre points.

Premièrement, la Suisse salue les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des réformes. Nous espérons que l'adoption du budget et la diversification de l'économie iraquienne visée permettront de les traduire en améliorations tangibles. Il est important de faire des progrès sur le plan économique, y inclus en matière de lutte contre la corruption. Les effets des changements climatiques ainsi que la pénurie d'eau sont devenus des multiplicateurs importants des risques qui pèsent sur la stabilité de l'Iraq. Une gouvernance proactive qui prend en compte ces facteurs dans la mise en œuvre des réformes est essentielle.

Deuxièmement, sur le plan politique, il est encourageant que des dates aient été fixées pour les élections aux conseils des provinces et pour les élections dans la Région du Kurdistan. Nous espérons que ces élections pourront se dérouler dans les délais prévus. De nombreuses femmes sont actives dans la politique en Iraq, comme en témoigne leur participation au Parlement fédéral ainsi qu'au sein du Gouvernement. Les deux élections à venir offrent une occasion renouvelée en faveur de candidatures féminines. Les discours appelant à la haine et à la violence à leur rencontre doivent être prévenus. Nous nous félicitons de la création du Comité suprême de soutien à la participation des femmes à l'élection aux conseils des provinces, qui abordera ces questions. Outre des élections inclusives, l'intensification du dialogue sur les questions en suspens entre Bagdad et Erbil sont également importantes pour la stabilité et le progrès du pays.

Troisièmement, l'état de droit et le respect des droits humains sont essentiels pour prévenir les cycles de crise récurrents. Pour la stabilité du pays, il est important que les espaces publics soient défendus. Ceux-ci permettent à une multitude de voix d'être entendues.

De plus, pour la réconciliation nationale, les auteurs des violations des droits humains doivent répondre de leurs actes, y compris en ce qui concerne la violence survenue contre les manifestants il y a quatre ans. Et il est bien évidemment très important que les atrocités commises par Daech ne restent pas impunies.

Avant de finir, sur le plan régional, nous saluons les efforts continus dans le dossier des nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus. Nous rappelons également notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Iraq. Ces dernières années, l'Iraq a fait de grands efforts pour devenir une force pour le dialogue et la coopération dans la région. Nous encourageons l'Iraq à continuer à jouer ce rôle et à maintenir de bonnes relations avec ses voisins. Le dialogue ainsi que le respect du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sont essentiels pour contribuer à la stabilité de la région dans son ensemble.

En conclusion, nous soulignons que la MANUI est bien placée pour apporter son soutien face à l'ensemble des thèmes abordés. Nous nous félicitons également du fait que l'examen stratégique indépendant de la MANUI va bientôt commencer. Les résultats analyseront les menaces actuelles et futures qui pèsent sur la paix et la sécurité de l'Iraq. Ils permettront à la MANUI de soutenir l'Iraq dans la poursuite de son parcours vers un avenir stable et prospère pour toute sa population.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert et la représentante de la société civile de leurs exposés et je souhaite la bienvenue au représentant de l'Iraq à la présente séance.

Le mois dernier, un grave incendie s'est déclaré dans la province de Ninive, en Iraq, et a fait de nombreuses victimes. Je voudrais saisir cette occasion pour présenter mes sincères condoléances au représentant de l'Iraq et, à travers lui, aux familles endeuillées et aux blessés.

Depuis le début de l'année, le Gouvernement iraquien a promu les réformes économiques, s'est efforcé de créer des emplois, s'est attaqué à la corruption, a activement amélioré les services publics et a adopté le budget national, réalisant ainsi des progrès remarquables, ce dont la Chine se félicite. Le renforcement de l'unité, de la

réconciliation et du développement, en impliquant toutes les factions irakiennes, est dans l'intérêt fondamental du peuple irakien. Nous appuyons la poursuite des efforts du Gouvernement fédéral irakien et du Gouvernement de la Région du Kurdistan pour approfondir le dialogue et la concertation sur les questions en suspens en vue de parvenir à des solutions durables.

Compte tenu de la gravité de la situation en matière de sécurité en Iraq, la communauté internationale doit continuer à apporter un appui sans faille à l'action du pays visant à éliminer les forces terroristes restantes et à consolider ses avancées âprement obtenues en matière de lutte contre le terrorisme. L'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes doit mettre pleinement en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil dans les délais impartis et de manière exhaustive, transférer les éléments de preuve recueillis à l'Iraq, achever avec brio son mandat et mener à bien sa mission historique consistant à aider l'Iraq à veiller à ce que les terroristes rendent des comptes.

Il est impossible d'instaurer la paix en Iraq en l'absence d'un environnement régional stable. Ces derniers temps, à de nombreuses reprises, l'Iraq a protesté contre des opérations militaires unilatérales menées par des pays étrangers sur son territoire. Nous exhortons les pays concernés à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iraq.

La Chine a pris note de la question de la navigation dans le chenal de Khor Abdallah, évoquée à l'instant par la Représentante spéciale Hennis-Plasschaert. Le développement de relations de bon voisinage et d'amitié entre l'Iraq et le Koweït est dans l'intérêt commun des deux pays. Nous espérons qu'ils régleront les problèmes par le dialogue et la concertation, sur la base du droit international et des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. La Chine soutient l'Iraq et le Koweït dans la poursuite de leur travail commun pour progresser dans la recherche des nationaux du Koweït et des biens koweïtiens disparus.

Cette année marque le vingtième anniversaire de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Nous appuyons la demande faite au Secrétaire général, dans la résolution 2682 (2023), de mener une évaluation stratégique indépendante de la MANUI et de formuler des recommandations visant à la rationaliser, à optimiser son mandat et à améliorer l'allocation de ses effectifs et de ses ressources. Sur cette base, le Conseil doit également étudier attentivement les perspectives à moyen et long terme de la MANUI afin qu'elle soit plus

à même de s'adapter aux évolutions de la situation sur le terrain et de répondre aux besoins du pays.

**M<sup>me</sup> Shino (Japon) (*parle en anglais*) :** Je remercie M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), ainsi que M<sup>me</sup> Dhefah Al-Jarahi, de l'Iraq Foundation, de leurs exposés.

Je voudrais aujourd'hui mettre l'accent sur les trois points suivants concernant la situation en Iraq.

Premièrement, le Japon est encouragé par les progrès constants réalisés par le Gouvernement irakien dans la gestion des problèmes intérieurs urgents, notamment la lutte contre la corruption et la poursuite des réformes économiques et budgétaires. Le Conseil de sécurité doit encourager le Gouvernement irakien à tout mettre en œuvre pour que ces initiatives bénéficient à l'ensemble de la population irakienne, y compris les femmes, les jeunes et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Sur le plan politique, nous demandons instamment que les élections aux conseils de province et les élections au Parlement de la Région du Kurdistan se déroulent sans heurt, conformément au calendrier prévu.

Deuxièmement, en ce qui concerne les relations régionales et internationales, le Gouvernement irakien continue de s'employer activement à renforcer la confiance entre pays voisins par le biais de dialogues régionaux, notamment en organisant la troisième Conférence de Bagdad pour la coopération et le partenariat, ce dont nous nous félicitons. Les relations de bon voisinage sont un des fondements de la stabilité irakienne et régionale, et nous espérons qu'elles seront encore renforcées. Le plein respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale sont aussi des conditions préalables à la paix et à la stabilité en Iraq. Toute attaque menaçant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq, y compris dans la Région du Kurdistan, est contraire au droit international et doit cesser. Le Japon se félicite de la poursuite de la coopération entre l'Iraq et le Koweït au sujet des nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, et prend note des progrès réalisés sur la voie d'un règlement acceptable par les deux parties. Comme le montre l'engagement ferme de l'Iraq, tout dommage causé par une guerre doit donner lieu à des réparations. En ce qui concerne l'accord entre les Gouvernements irakien et koweïtien concernant la réglementation de la navigation maritime dans le chenal de Khor Abdallah, nous soulignons l'importance de régler les problèmes par le dialogue, conformément au droit international et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.



Troisièmement, sur le plan humanitaire et du développement, nous soulignons qu'il importe de continuer à déployer des efforts collectifs pour trouver des solutions durables pour les personnes déplacées et rapatriées, ainsi que pour rapatrier les personnes vivant dans le camp de Hol. Il s'agit là d'un fondement incontournable de la stabilité et du développement futur de l'Iraq. Il reste indispensable d'apporter une aide humanitaire rapide et d'investir également dans le renforcement des services publics de base susceptibles de faciliter la réintégration sociale des personnes rapatriées. L'allocation appropriée des ressources est de plus en plus nécessaire.

Pour terminer, nous soulignons notre appui indéfectible au travail de la MANUI. L'Iraq se trouvant à un moment décisif de sa transition vers la paix et la prospérité, nous sommes convaincus que la MANUI continuera à jouer son rôle indispensable d'appui au Gouvernement iraquien en mobilisant divers acteurs, notamment les fonds, organismes et programmes des Nations Unies et les donateurs internationaux, en fonction de leurs atouts respectifs, de l'évolution des besoins sur le terrain et des souhaits du peuple iraquien.

**M. Spasse** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord de remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général Hennis-Plasschaert de son exposé factuel sur la situation actuelle en Iraq. Je remercie également M<sup>me</sup> Al-Jarahi de ses observations et salue la présence du représentant de l'Iraq à la présente séance.

Au nom de l'Albanie, je tiens à adresser nos plus sincères condoléances à la population de Hamdaniya à la suite du tragique incendie qui s'est produit le 27 septembre. Nos pensées et prières vont aux familles touchées et nous sommes solidaires de l'Iraq, souhaitant un prompt rétablissement à tous les blessés.

L'Albanie félicite le Gouvernement iraquien de son engagement continu en faveur du programme de réforme et de son passage d'une approche axée sur la sécurité à une approche axée sur l'économie. Nous encourageons le Gouvernement à avancer rapidement dans les domaines prioritaires que sont la lutte contre la corruption, la diversification de l'économie, le renforcement de la confiance avec le secteur privé et la transition verte.

Nous saluons la détermination du Gouvernement iraquien et de la Haute Commission électorale indépendante à organiser les élections aux conseils de province, prévues pour le 18 décembre, et les élections au Parlement de la Région du Kurdistan d'Iraq prévues pour le 25 février 2024. L'Albanie se félicite également du plan de travail lancé par le Comité suprême concerné, qui comprend diverses mesures, telles que la lutte contre les discours haineux

contre les candidates et le plaidoyer en faveur d'un code de conduite électoral pour les partis politiques.

Une nation démocratique embrasse la diversité et garantit l'égalité des chances, quel que soit le sexe. La contribution de toutes les composantes de la société, notamment les femmes et les jeunes, est indispensable pour un progrès et une prospérité véritables. Dans ce contexte, nous nous faisons l'écho de l'accent mis par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur le fait que le genre et l'autonomisation des femmes sont des valeurs universelles qui ne devraient pas entrer en conflit avec la culture, la religion ou la tradition. La protection des droits humains doit également faire partie intégrante des initiatives de réforme du Gouvernement. À cet égard, nous sommes encouragés par les efforts qu'il déploie pour indemniser les personnes rescapées, qui peuvent y prétendre, au titre de la loi sur les rescapées yézidiennes, ainsi que pour prendre en charge les plus vulnérables, en particulier les Iraquiens rapatriés et les personnes déplacées.

Nous ne pouvons manquer d'exprimer notre inquiétude face aux actes visant les symboles religieux, tels que les autodafés d'exemplaires du Coran, car ils contribuent aux tensions et à la radicalisation et sont susceptibles de conduire à la violence. L'Albanie est une fervente défenseuse de la liberté de religion et du dialogue pacifique et elle souligne le rôle des dirigeants politiques et religieux dans la lutte contre les discours haineux, la discrimination et la haine religieuse.

En ce qui concerne les conditions de sécurité en l'Iraq, l'Albanie reste préoccupée par les attaques qui se poursuivent, en particulier celles menées par Daech, et soutient les efforts déployés par le Gouvernement pour établir le contrôle de l'État sur les milices armées. Nous soutenons fermement l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Iraq et nous nous opposons à toute tentative de porter atteinte à son indépendance politique et à sa stabilité.

La volonté de dialogue de l'Iraq avec les pays voisins pour renforcer la coopération régionale est louable. Dans le même ordre d'idées, nous saluons l'engagement du Gouvernement à renforcer la coopération bilatérale avec les partenaires régionaux et internationaux, en mettant l'accent sur le renforcement des liens économiques, la lutte contre les changements climatiques, le manque d'eau, le terrorisme et le trafic de drogue.

Nous nous félicitons de la mise à jour concernant la restitution des biens koweïtiens, qui constitue une étape positive, et appelons le Gouvernement iraquien à poursuivre sur cette lancée et à redoubler d'efforts pour localiser les biens toujours manquants.

Pour terminer, nous félicitons la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq du rôle qu'elle joue en aidant l'Iraq à trouver des solutions durables, et nous exprimons à nouveau notre reconnaissance et notre appui à la Représentante spéciale du Secrétaire général et à son équipe pour le travail précieux qu'elles accomplissent.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Mozambique et mon pays, le Ghana.

Nous remercions M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), ainsi que M<sup>me</sup> Dhefah Al-Jarahi, de l'Iraq Foundation, de leurs exposés. Nous saluons la participation du représentant de l'Iraq à la présente séance.

Pour commencer, nous adressons nos sincères condoléances au peuple et au Gouvernement irakiens, ainsi qu'à leur représentant, à la suite du funeste incendie survenu le 26 septembre à un mariage, qui a fait une centaine de morts au moins et plus de 150 blessés. Nos pensées et nos prières accompagnent les familles endeuillées et les personnes blessées.

Aujourd'hui, notre déclaration portera essentiellement sur trois points : la situation politique, les conditions de sécurité et les effets des changements climatiques. S'agissant de la situation politique, les trois membres africains du Conseil sont encouragés par la détermination du Gouvernement irakien à améliorer les services publics, à mener des réformes économiques et à renforcer la confiance du secteur privé. Nous espérons que l'adoption de la loi de finances renforcera les capacités du Gouvernement à s'attaquer aux défis auxquels le pays est confronté, afin de répondre aux aspirations de la population irakienne.

De plus, nous prenons note des efforts fournis par le Gouvernement irakien et la Haute Commission électorale indépendante pour organiser les élections aux conseils provinciaux qui se tiendront en décembre, les premières à être organisées depuis 2013. Nous affirmons une fois de plus que cette mesure traduit la maturité et la résilience croissantes de l'Iraq sur le chemin de la démocratie, et nous saluons la poursuite des activités d'assistance électorale de la MANUI, en appui à la Commission, en vue de ces élections. Il est indispensable pour la démocratie en Iraq que le processus électoral soit inclusif. Selon le rapport du Secrétaire général (S/2023/700), le nombre de candidates enregistrées pour les prochaines élections aux

conseils provinciaux représentent 27 % du nombre total de candidats. Nous devons encourager ces efforts. Le lancement, en juillet, du plan de travail du Comité suprême de soutien à la participation des femmes aux élections aux conseils provinciaux, qui s'accompagne de mesures pour promouvoir la participation des femmes aux processus politiques, a été une étape cruciale pour favoriser la participation accrue des Iraquiennes à la vie politique de leur pays. De même, nous saluons la décision d'organiser, le 25 février 2024, les élections au Parlement de la Région du Kurdistan qui avaient été reportées, ce qui permettra aux habitants de cette région de choisir leurs représentants dûment élus au parlement régional, dans le cadre d'un processus, régulier, crédible et transparent.

Par ailleurs, pour que l'Iraq continue d'avancer sur la voie de la stabilité, il faut des relations constructives entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan. Les trois membres africains du Conseil se font l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général aux deux parties, pour qu'elles entament un dialogue structuré et institutionnalisé afin de régler les questions en suspens, notamment le développement économique et la stabilité politique en Iraq.

Les conditions de sécurité en Iraq demeurent précaires. Même si nous observons une baisse générale des attaques attribuées à Daech pendant le premier semestre de l'année, comparé au premier semestre de l'année 2022, Daech continue de mener des attaques asymétriques en Iraq et demeure une menace importante pour la souveraineté, l'unité nationale et l'intégrité territoriale du pays, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, les forces de sécurité irakiennes doivent continuer de lutter contre la menace que représente Daech, afin d'améliorer les conditions de sécurité en général, notamment en renforçant la coopération régionale et internationale. Au niveau régional, nous nous félicitons de la tenue, le 19 mai, d'une réunion du comité politique, sécuritaire et militaire irako-saoudien, qui a mis l'accent sur la lutte contre les stupéfiants illégaux. Le trafic de drogues est un moyen de financement des groupes terroristes et il contribue à la déstabilisation de la région, notamment sur le plan de la sécurité.

Les trois membres africains du Conseil sont préoccupés par les actes ciblant des symboles religieux, tels que les récents autodafés du Coran. Ces actes alimentent la discrimination et la radicalisation, et exacerbent les tensions. Aussi, nous espérons que toutes les parties respecteront le droit à la liberté de religion, et s'abstiendront de tout acte de provocation qui inciterait à la violence. De plus, nous relevons

pour nous en préoccuper les violations graves des droits de l'enfant commises en situation de conflit armé, notamment des meurtres, des enlèvements et des violences sexuelles, pendant la période considérée. Les activités menées par l'équipe spéciale de pays à l'appui du plan d'action visant à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants et à institutionnaliser la protection des enfants en Iraq sont essentielles et contribueront fortement à réduire le nombre de violations des droits fondamentaux des enfants irakiens et d'atteintes à ces droits.

Nous réaffirmons qu'il importe de s'attaquer à la vulnérabilité de plus en plus marquée de l'Iraq aux changements climatiques. La fréquence accrue des crises liées aux changements climatiques démultiplie les menaces en présence, puisqu'elle accroît le risque de pauvreté, d'insécurité alimentaire, de perte de la biodiversité, de déplacements, de migrations forcées et d'instabilité connexe. Ce point est lié aux arguments présentés par les trois membres africains du Conseil pour inciter ce dernier à se faire davantage entendre sur la question du climat, de la paix et de la sécurité. Par conséquent, en ce qui concerne les stratégies destinées à l'Iraq, il faut examiner le lien entre climat et sécurité et ses répercussions dans le domaine humanitaire. Nous prenons acte de la mobilisation et des efforts des autorités irakiennes pour atténuer les difficultés que posent les changements climatiques et les pénuries d'eau, et nous nous félicitons de l'appui de la MANUI au Gouvernement irakien concernant les questions relatives aux changements climatiques, appui qui demeure crucial dans la recherche de solutions durables à ce problème complexe. Lutter contre les changements climatiques en Iraq exige également la coopération d'autre États. Les trois membres africains du Conseil réitèrent l'appel lancé par le Secrétaire général à la communauté internationale pour qu'elle augmente son appui technique afin de renforcer les initiatives de l'Iraq visant à atténuer ces difficultés et à s'y adapter.

Enfin, pour ce qui est de la question des nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus, et des biens koweïtiens disparus, nous prenons acte des progrès notables en cours grâce à la coopération continue entre les autorités irakiennes et koweïtiennes, et nous attendons avec intérêt les progrès à venir sur ce dossier important.

Pour conclure, nous, les trois membres africains du Conseil, réaffirmons notre plein appui aux efforts que déploie la MANUI pour s'acquitter de son mandat, y compris son engagement à venir en aide au Gouvernement et au peuple irakiens.

**M. Phipps** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je présente les condoléances du Royaume-Uni aux familles endeuillées et aux personnes blessées dans le terrible incendie survenu à Qaraqoch le 26 septembre. Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, et M<sup>me</sup> Al-Jarahi de leurs exposés. Je remercie tout particulièrement M<sup>me</sup> Al-Jarahi d'avoir mis l'accent sur la question importante des droits des femmes et de leur participation effective. Je remercie également l'ensemble du personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour le travail important qu'il accomplit. Le partenariat positif qui existe entre la MANUI, le Gouvernement irakien, la population et la société civile irakiennes sur des questions allant de la stabilité régionale aux droits et à la participation des femmes, joue un rôle essentiel dans son succès.

Le Royaume-Uni reste déterminé à soutenir le Gouvernement irakien et la mise en œuvre de son ambitieux programme de réformes. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'adoption du budget en juin, une étape cruciale pour la réalisation des priorités du Gouvernement, notamment les réformes économiques et la diversification énergétique.

Nous partageons les préoccupations de la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la Région du Kurdistan, et nous exhortons le Gouvernement de la Région du Kurdistan à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les élections planifiées aient lieu le 25 février 2024, et ne soient plus reportées. Il incombe à tous les partis politiques de faire preuve d'unité, d'accepter des compromis, et d'avoir un dialogue constructif pour garantir un processus électoral qui soit conforme aux normes internationales et défende le droit de tous les citoyens, y compris les femmes et les minorités, de participer au processus démocratique.

Nous saluons la détermination de l'Iraq à lutter contre les changements climatiques, notamment en mettant fin au

gaz torché d'ici à 2030. La vulnérabilité de l'Iraq à de nombreux aléas climatiques, notamment les inondations, les sécheresses et les tempêtes de sable, les épidémies liées au climat et les tremblements de terre, fait de cette question une priorité de premier plan pour tous. Les progrès réalisés dans ce domaine renforceront la sécurité de l'Iraq et nous sommes prêts à les appuyer.

Nous accueillons avec satisfaction les derniers éléments fournis par la Représentante spéciale du Secrétaire général sur les nationaux du Koweït et d'États tiers

portés disparus, et les biens koweïtiens disparus. Pour ce qui est de Khor Abdallah, nous abondons dans le sens de la Représentante spéciale. Nous nous félicitons de l'engagement renouvelé du Premier Ministre Al Sudani en faveur du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, annoncé durant la semaine de haut niveau. Et, à l'instar d'autres orateurs, nous rappelons tout particulièrement l'importance de la résolution 833 (1993). Nous espérons que l'Iraq et le Gouvernement koweïtien régleront les questions en suspens en ayant recours au dialogue.

Enfin, à la suite de la prorogation, le mois dernier, du mandat de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD), nous sommes déterminés à faire en sorte que l'héritage de l'UNITAD soit préservé et que les initiatives internationales qui ont pour but de rendre justice pour les atrocités commises par Daech se poursuivent. Prenant note de la demande récente de l'Iraq, nous travaillerons en étroite collaboration avec le Gouvernement iraquien, l'ONU et le Conseil de sécurité pour améliorer les accords de partage d'éléments de preuve, conformément au mandat de l'UNITAD, ainsi que les options concernant les activités futures de l'Équipe.

Une fois encore, je voudrais conclure en réaffirmant l'engagement du Royaume-Uni en faveur de la stabilité et de la sécurité de l'Iraq et du rôle essentiel que joue la Mission à cet égard.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, de son exposé sur la situation en Iraq et nous réaffirmons notre appui indéfectible aux travaux de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Nous avons suivi attentivement l'intervention de la représentante de la société civile, M<sup>me</sup> Dhefah Al-Jarahi.

Nous sommes au regret de constater que l'Iraq continue d'être confronté à des difficultés complexes sur le plan politique et socioéconomique, alors que persistent en toile de fond l'instabilité régionale et la menace terroriste. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement, sous la direction de Mohammed Shia' Al-Sudani, pour améliorer la situation dans le pays, garantir la stabilité et la sécurité et lutter contre le terrorisme international. Par ailleurs, nous prenons note de la volonté du Gouvernement iraquien de mener des réformes économiques, notamment pour améliorer la qualité des services publics et renforcer la confiance de la population dans les institutions étatiques. Nous espérons que la mise en œuvre de ce programme contribuera à trouver

des solutions aux problèmes pressants auxquels le peuple iraquien est confronté, comme la lutte contre le chômage et l'assistance aux groupes vulnérables.

Nous apportons un appui soutenu et inébranlable au Gouvernement iraquien, comme cela a encore été confirmé lors de la visite de Mohammed Shia' Al-Sudani à Moscou, qui est toujours en cours. Durant sa rencontre avec le Président Poutine, ils ont discuté d'un large éventail de problèmes auxquels est confronté le Moyen-Orient, notamment la récente escalade du conflit israélo-palestinien, qui ne pourra être réglé que si les intérêts fondamentaux du peuple palestinien sont pris en compte et si les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sont mises en œuvre.

Nous sommes convaincus que toutes les forces politiques irakiennes continueront d'adopter une approche responsable et s'emploieront à régler les différends existants exclusivement par le dialogue, dans l'intérêt de toutes les communautés ethniques et confessionnelles et de tous les groupes sociaux. Nous sommes convaincus que seul un dialogue inclusif peut faciliter le bon déroulement des élections dans les provinces irakiennes et des élections au Parlement de la Région du Kurdistan.

Dans ce contexte, nous nous félicitons du dialogue de fond en cours entre Bagdad et Erbil en vue de régler les différends existants, surtout dans le secteur du pétrole et du gaz. Nous sommes convaincus que la poursuite de l'amélioration des relations entre les deux parties sera bénéfique pour le développement économique et la stabilité politique dans l'ensemble du pays.

Malgré les succès remportés par Bagdad dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la situation en matière de sécurité reste instable, notamment en raison de la recrudescence des activités des cellules terroristes, qui, selon le dernier rapport du Secrétaire général (S/2023/700), mènent régulièrement des attaques dans différentes provinces du pays. Nous restons convaincus que ce défi ne peut être relevé efficacement que par une coordination aussi large que possible des efforts de lutte contre le terrorisme, dans le respect de la souveraineté de l'Iraq et en coordonnant toutes les actions avec Bagdad.

Nous saluons les efforts déployés par l'Iraq pour établir des relations de bon voisinage et nous nous félicitons du rôle croissant qu'il joue dans le processus de normalisation au niveau régional. En outre, nous sommes convaincus que l'intensification des efforts de l'Iraq en matière de politique étrangère et l'instauration d'une coopération constructive avec les partenaires régionaux contribuent à la paix, à la stabilité et à la sécurité au



Moyen-Orient. Nous sommes favorables à une normalisation rapide et durable de la situation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iraq. À cet égard, nous soulignons une fois de plus que les tentatives visant à transformer le territoire national iraquien en un lieu de règlement de comptes et de confrontation entre des États tiers sont inacceptables.

Pour terminer, nous saisissons cette occasion pour exprimer une nouvelle fois notre appui aux efforts multidimensionnels déployés par la MANUI pour améliorer les conditions socioéconomiques en Iraq et le fonctionnement de l'État. Dans le même temps, nous nous opposons fermement aux tentatives de réorienter le mandat de la MANUI vers des questions qui ne relèvent pas de la compétence des missions politiques spéciales, telles que les changements climatiques ou les différends environnementaux transfrontaliers.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Brésil.

Je me joins aux autres orateurs et oratrices pour remercier M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert de son exposé. Je remercie également M<sup>me</sup> Dhefai Al-Jarahi d'avoir partagé avec les membres du Conseil son expérience et ses opinions en ce qui concerne la promotion des droits de la femme. Je souhaite par ailleurs la bienvenue à la délégation iraquienne à la présente séance.

Je me joins également à celles et ceux qui ont présenté leurs condoléances au peuple et au Gouvernement irakiens à la suite de l'incendie tragique du 26 septembre, qui a coûté la vie à plus de 100 personnes à Hamdaniya.

Le Brésil accorde beaucoup d'importance aux activités menées par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour aider les autorités irakiennes à atteindre les objectifs fixés dans le programme ministériel. La MANUI étant une mission qui relève du Chapitre VI, son mandat répond à la demande formulée par le Gouvernement iraquien pour qu'un appui soit apporté aux efforts et aux processus nationaux, dans le plein respect de la souveraineté et de l'appropriation nationales.

Conformément à la lettre adressée au Conseil par le Ministre iraquien des affaires étrangères, M. Fuad Hussein, en mai, la dernière prorogation du mandat de la MANUI est une occasion pour la Mission de donner la priorité aux domaines dans lesquels une assistance est la plus nécessaire selon le Gouvernement iraquien et de rationaliser les efforts déployés à cet égard.

Le Brésil salue les progrès accomplis par l'Iraq depuis mai dernier dans de nombreux domaines au niveau national. Il s'agit notamment de l'adoption de la loi budgétaire fédérale, de la programmation des élections régionales et aux conseils provinciaux et du lancement d'un plan national visant à renforcer la participation politique des femmes. Nous soulignons également l'adhésion de l'Iraq à l'Accord de Paris en décembre 2021.

Je voudrais mettre en exergue certains éléments du dernier rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2682 (2023) (S/2023/700).

Le Secrétaire général indique que les pénuries d'électricité en Iraq sont liées aux effets des mesures coercitives unilatérales. L'impossibilité pour l'Iraq d'effectuer des paiements pour le gaz étranger ne contribue pas à la stabilité du pays.

Le rapport du Secrétaire général contient également des informations sur les répercussions en Iraq d'incidents déplorables de profanation du Coran dans d'autres pays. Cela nous rappelle l'importance qu'il y a de promouvoir la tolérance religieuse pour instaurer une culture de paix. Nous saluons l'engagement ferme de l'Iraq à protéger les locaux diplomatiques et consulaires.

La lutte contre le terrorisme est un autre aspect important du rapport. Dans leurs efforts légitimes pour contrer la menace que représente Daech ou tout autre acteur non étatique, les États Membres doivent coopérer et respecter l'interdiction de l'emploi de la force dans leurs relations internationales, conformément à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Le Brésil prend note de la volonté de l'Iraq de coopérer avec la communauté internationale, notamment les pays voisins, en matière de lutte contre le terrorisme.

La facilitation du dialogue régional fait partie du mandat de la MANUI. Le Brésil note avec satisfaction que la Mission a proposé son soutien aux négociations entre l'Iraq et le Koweït au sujet de leur frontière maritime. Nous espérons que les parties pourront s'engager dans un dialogue de bonne foi pour trouver des solutions mutuellement acceptables. La collaboration entre les deux pays dans d'autres domaines, comme le rapatriement des nationaux du Koweït portés disparus et des biens koweïtiens disparus, montre qu'un dialogue diplomatique constructif et tourné vers l'avenir peut permettre de régler des différends complexes.

Enfin, le Brésil salue les efforts déployés par le Gouvernement iraquien, avec l'appui de l'ONU, pour faciliter le retour des personnes déplacées et rapatrier les citoyens irakiens du camp de Hol en Syrie. Nous nous félicitons du

rôle que joue la Représentante spéciale pour appuyer les autorités irakiennes dans ces efforts, notamment la réintégration des femmes et des enfants en Iraq. Il s'agit là d'un exemple de mesures permettant d'endiguer le risque que les camps de détention au Moyen-Orient ne deviennent un terreau propice à la radicalisation des jeunes générations.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

**M. Al-Fatlawi (Iraq) (*parle en arabe*) :** À l'entame de mon propos, je tiens à féliciter S. E. l'Ambassadeur Sérgio França Danese, Représentant permanent du Brésil, de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je voudrais également remercier S. E. l'Ambassadeur Ferit Hoxha, Représentant permanent de l'Albanie, de sa présidence du Conseil en septembre. Je remercie en outre M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), de son exposé, ainsi que M<sup>me</sup> Dhefai Al-Jarahi de sa participation à cette séance.

Je suis très reconnaissant aux membres du Conseil pour leurs condoléances et leur sympathie à la suite de l'incendie survenu à Hamdaniya, et je les remercie également de leurs mots de bienvenue dans le cadre de ma participation à la présente séance.

Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis sa formation, le Gouvernement irakien a continué de se concentrer sur la réalisation des objectifs de son ambitieux programme ministériel de réforme, qu'il a présenté conformément au principe de partenariat national. Le programme donne la priorité aux questions qui touchent la vie des citoyens et les services de base, l'accent étant mis notamment sur des projets de réparation des infrastructures, la lutte contre le fléau de la drogue, la corruption et les réseaux de contrebande de pétrole et la poursuite des personnes impliquées, ainsi que l'application de la loi et l'appui au pouvoir judiciaire à cet égard. Nous nous concentrons également sur les projets de développement et les projets économiques en travaillant avec des partenaires régionaux et internationaux, en concluant des accords avec de grandes entreprises de pays importants et en signant des accords stratégiques avec des entreprises spécialisées dans les investissements dans le gaz naturel et la modernisation des réseaux électriques.

Le Gouvernement irakien sait combien il importe de réformer et de moderniser les travaux des institutions publiques, en particulier celles qui fournissent des services

publics. Mon gouvernement a également remporté des succès sur le front diplomatique en tournant le dos aux conflits et en adoptant la voie de la médiation diplomatique et des approches permettant de régler les problèmes qui se font jour dans la région ou de traiter les affaires relatives au monde arabe et islamique, afin de faire de l'Iraq une force de stabilité régionale et internationale.

Qu'il me soit permis de résumer brièvement les principaux faits nouveaux survenus en Iraq au cours des quatre derniers mois. En ce qui concerne les relations entre le Gouvernement fédéral irakien, sis à Bagdad, et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, la coordination entre les deux se poursuit en vue de parvenir à des accords sur des questions fondamentales, notamment celles liées à la mise en œuvre de la loi sur le budget général, aux allocations à la Région du Kurdistan prévues dans le budget fédéral et à la protection des droits constitutionnels de la Région, ainsi qu'à la poursuite de la coordination avec le Ministère des finances, le Ministère du pétrole et le Conseil supérieur de l'audit.

L'Iraq souligne l'importance de travailler sans relâche à l'adoption des projets de loi soumis à la Chambre des députés, en particulier le projet de loi sur la transformation de la ville de Halabja en province, le projet de loi sur la création d'un conseil de la fédération et la loi sur le pétrole et le gaz, ainsi que l'annulation des décisions du Conseil du commandement révolutionnaire dissous.

En ce qui concerne le dossier de la sécurité, l'Iraq estime que la lutte contre le terrorisme relève de la responsabilité collective de tous les pays. C'est pourquoi l'Iraq s'engage à poursuivre ses efforts pour lutter contre le terrorisme et instaurer la sécurité et la paix. À l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, l'Iraq a condamné l'attentat terroriste qui a visé le siège de l'Organisation des Nations Unies à Bagdad le 19 août 2003 et qui a coûté la vie à l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Sérgio Vieira de Mello, ainsi qu'à 22 personnes, et blessé de nombreux autres membres du personnel des Nations Unies. Ils ont donné leur vie pour aider les gens dans le monde entier et défendre les valeurs humanitaires. L'Iraq rappelle et condamne également l'attaque terroriste perpétrée contre le Ministère des affaires étrangères à Bagdad à la même date en 2009, et qui a conduit au martyre de 45 employés du Ministère et fait des dizaines de blessés. Il convient de signaler que ce lâche attentat à la bombe n'était pas la seule attaque contre le Ministère ou les institutions et villes irakiennes, puisqu'il a été précédé et suivi d'autres attentats à la bombe et assassinats visant plusieurs employés du Ministère et des citoyens innocents.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre profonde gratitude à la Coalition internationale contre Daech pour les efforts et les sacrifices qu'elle consent en partenariat avec les forces irakiennes. Nous exprimons nos sincères condoléances à la suite de l'assassinat en Iraq du sergent Nicolas Mazier, dont l'unité de parachutistes apportait son soutien à une unité militaire irakienne dans le cadre d'une opération de lutte contre le terrorisme. L'Iraq affirme son plein attachement à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, qui régit les relations diplomatiques entre les pays, et il confirme aux missions diplomatiques permanentes que le Gouvernement irakien est responsable de la protection et de la sécurité du personnel diplomatique dans toutes ces missions.

En ce qui concerne les violations et les attaques, l'Iraq dénonce et rejette catégoriquement toutes les opérations militaires terrestres et aériennes qui violent ou menacent la sécurité et la souveraineté de l'Iraq. L'Iraq réaffirme son engagement constitutionnel, à savoir qu'aucune menace contre ses voisins ne proviendra de son territoire.

En ce qui concerne le soutien aux zones libérées et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, le Gouvernement irakien poursuit ses efforts inlassables dans le cadre des mesures et programmes nationaux mis en place pour le retour des personnes déplacées et leur intégration dans leurs communautés. Nous confirmons que la clôture du dossier des déplacements est l'une de nos priorités. Dans cette optique, le Parlement irakien a voté l'article 49 de la loi sur le budget général de l'Iraq, incluant la création du Fonds de reconstruction de la plaine de Sinjar et de Ninive, doté d'un capital de 50 milliards de dinars irakiens. La Chambre des députés irakienne a également approuvé la proposition d'ajouter les districts de Qahtaniyé et de Zoummar au fonds susmentionné, d'autant plus que la majorité des habitants de ces deux districts sont des kurdes yézidis, et qu'ils bénéficieront de l'inclusion de leurs zones qui ont été endommagées à la suite de la guerre contre Daech. À cet égard, l'Iraq appelle la communauté internationale à soutenir les institutions irakiennes concernées par ce dossier, en particulier le Ministère de l'immigration et des déplacements, dans le cadre d'un effort international en faveur des programmes de réhabilitation et de réintégration.

En ce qui concerne les familles irakiennes vivant dans le camp de Hol, le Gouvernement irakien a pu rapatrier 10 groupes de familles en Iraq à ce jour, ce qui porte le nombre total de familles qui sont revenues à 1 561, soit 6 204 personnes, dont 840 familles ont été réadaptées et réintégrées dans sept provinces, tandis que le nombre de familles en cours de réadaptation est de 553.

L'Iraq demande instamment aux pays d'évacuer leurs ressortissants du camp de Hol afin qu'il puisse être démantelé et fermé définitivement, car il représente une menace pour la paix et la sécurité internationales.

L'Iraq salue la réunion ministérielle de la Coalition internationale contre Daech, qui s'est tenue à Riyad, au cours de laquelle elle a annoncé l'adhésion du Togo, qui est devenu le quatre-vingt-sixième membre de la Coalition. Il salue également l'annonce faite par les ministres de la Coalition de lancer une campagne appelée « Engagement en faveur de la stabilisation » dans le but de collecter 601 millions de dollars pour les zones libérées de Daech, et d'appuyer les efforts de la Coalition visant à promouvoir la réconciliation et la réintégration afin de créer des conditions propices à l'instauration de la stabilité.

Le Gouvernement irakien souligne son engagement à poursuivre toutes les personnes accusées de terrorisme en coordination avec les pays amis et frères, d'autant plus que l'Iraq a rapatrié plus de 3 000 terroristes irakiens qui se trouvaient emprisonnés dans le nord-est de la Syrie. Ils ont été transférés aux autorités compétentes afin d'être traduits en justice en Iraq et d'être jugés conformément à la loi en application du principe de non-impunité.

En ce qui concerne les programmes publics, le Gouvernement irakien a lancé son plan de restructuration générale du secteur des transports en Iraq, en particulier des ports, des aéroports, des voies ferrées et des transports terrestres, l'objectif étant de tirer parti de la position de transit de l'Iraq entre le golfe Arabique, la Méditerranée, l'Asie et l'Europe en y investissant et en activant tous les moyens de transit. Le projet de route du développement concerne un vaste réseau de transport s'étendant sur 1 200 kilomètres de routes et de chemins de fers interconnectés. Il a pour objectif de transformer l'Iraq en un pôle régional de transport qui reliera l'Europe et le Golfe, avec la participation de 10 pays de la région : le Royaume d'Arabie saoudite, la Türkiye, la Syrie, la Jordanie, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Iran. Ce projet contribuera à créer des emplois et posera les fondements d'une économie durable qui ne dépende pas du pétrole. Il viendra également étayer la diversification économique et les efforts pour lutter contre les changements climatiques, et renforcera la coopération régionale.

Le Gouvernement irakien a placé les projets d'investissement dans les secteurs du gaz, de la pétrochimie et de l'électricité en tête de ses priorités : cela permettra de répondre aux besoins nationaux et de participer à l'économie mondiale s'agissant des sources d'énergie, d'autant

que le marché iraquien est vaste et très prometteur. L'Iraq est sur le point de signer un contrat pour la mise en œuvre, la construction et l'achat d'un projet de métro aérien à Bagdad, avec un consortium composé de l'entreprise française Alstom et de l'entreprise coréenne Hyundai. C'est un des projets les plus importants que le Gouvernement tente de mener à bien pour régler les problèmes d'embouteillages dans la capitale, Bagdad. En outre, la première pierre d'un projet de connectivité ferroviaire a été posée. Cette liaison entre Bassora et Shalamchah, en Iran, permettra de transporter des passagers entre l'Iraq et la République islamique d'Iran. Elle véhiculera également les voyageurs et visiteurs qui se rendent en Iraq depuis l'Asie centrale.

Les grandes entreprises du Golfe se tournent vers le marché iraquien pour investir et lancer des projets concernant aussi bien l'agriculture que l'industrie, le tourisme, la santé ou les infrastructures. De plus, l'Iraq se prépare à accueillir, à la fin du mois prochain, la troisième édition de la Conférence de Bagdad pour la coopération et le partenariat, à laquelle participeront des pays frères, amis et partenaires. Cette conférence marquera le coup d'envoi de grands projets pour l'Iraq et la région ; en outre, elle contribuera sensiblement à étoffer les liens entre ces pays et à appuyer la stabilité régionale et le développement économique que nous appelons de nos vœux. Récemment, les Ministres des affaires étrangères iraquien, égyptien et jordanien se sont réunis en format tripartite pour discuter des options dont disposent nos pays pour promouvoir leurs coopération, coordination et intégration dans les domaines de la coopération économique et pour examiner les progrès engrangés dans l'exécution de projets communs aux trois pays dans divers domaines, comme le génie civil ou l'économie à la frontière jordano-iraquienne, ou l'interconnexion électrique, projet dont nous approchons la fin de la première phase.

En ce qui concerne l'autonomisation des femmes, la stratégie nationale pour les Iraquiennes pour la période 2023-2030 a été inaugurée. Elle contribuera à renforcer la participation à la planification et à aligner les priorités sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs concernant l'autonomisation des femmes et des filles. Cette stratégie compte cinq piliers principaux : la participation, l'autonomisation politique, économique et sociale, la protection des femmes, la lutte contre la violence faite aux femmes et le renforcement du rôle des femmes dans la gestion des risques liés aux changements climatiques. Le Comité suprême de soutien à la participation des femmes aux élections aux conseils provinciaux a été créé dans le but de soutenir les femmes, d'assurer leur participation aux élections locales

dans toutes les provinces et de leur donner les moyens d'agir grâce à des plans et programmes qui contribuent à protéger les candidates contre tous les types de violence auxquels elles peuvent être exposées ou qui peuvent leur être infligées. De plus, le Comité forme les femmes dans le cadre de leur participation politique et leur fournit un appui. En Iraq, les femmes occupent les postes les plus élevés et sont représentées dans trois ministères du Gouvernement, ainsi que dans d'autres postes à responsabilités. Aujourd'hui, la représentation des femmes à la Chambre des députés est supérieure au quota prévu, après être passée d'un quart à un tiers des membres.

La loi iraquienne n° 8 de 2021, sur les rescapées yézidiennes, a pu être appliquée grâce à la création de la Direction des affaires des rescapées dans la province de Ninive. Cela a permis d'en appliquer notamment les dispositions portant sur les réparations, l'indemnisation morale et financière des survivantes, l'assurance d'une vie décente, l'octroi des moyens de s'intégrer dans la société et la garantie de non-répétition des violations qu'elles ont subies. Le 7 août, le Conseil supérieur de la magistrature a entériné la possibilité que ces femmes témoignent à distance, par voie électronique.

En ce qui concerne la lutte contre la désertification et les changements climatiques, l'action climatique et les pénuries d'eau comptent parmi les principales priorités du Gouvernement iraquien. Il a adopté de nombreuses mesures nationales globales, d'autant que les changements climatiques ont nui à plus de 7 millions d'Iraquiens, sans compter les centaines de milliers de nos citoyens qui ont été contraints au déplacement en raison de la perte de leurs moyens de subsistance liés à l'agriculture et à la pêche. Il ne faut pas oublier d'évoquer l'aspect le plus affligeant : les pénuries d'eau, la grave sécheresse qui a touché les marais, ainsi que l'aggravation de la désertification et de la fréquence des tempêtes de poussière.

Dans sa lutte contre les changements climatiques, l'Iraq s'emploie à exploiter davantage l'énergie solaire, à réhabiliter les écosystèmes endommagés, à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à investir dans des infrastructures permettant de réduire les émissions et dans des centrales à énergie renouvelable, à recycler davantage, à financer des entreprises vertes et des start-ups actives dans les domaines des énergies renouvelables et vertes et de l'agriculture, à promouvoir la conservation de l'eau, à moderniser toutes les méthodes d'irrigation, à préserver la biodiversité du pays, et à réduire les émissions de dioxyde de carbone. Des efforts appliqués sont déployés pour former le Comité suprême de l'eau, afin de trouver les solutions nécessaires, en coordination et en coopération avec les pays voisins, pour garantir que



L'Iraq bénéficie d'une part équitable des ressources en eau qui suffise à ses besoins, et pour mener des négociations avec les pays en amont. Le Gouvernement iraquien a pris de nombreuses décisions et mesures pour introduire les technologies modernes dans l'agriculture et l'irrigation, dans le cadre d'une gestion rationnelle et d'une lutte contre le gaspillage de l'eau. Il a également lancé un projet consistant à planter 5 millions de palmiers dans diverses provinces afin de remédier à la diminution des surfaces agricoles au regard de la croissance de la population. L'Iraq appelle les pays parties aux accords internationaux relatifs à l'environnement à resserrer la coopération internationale s'agissant de la gestion conjointe des bassins fluviaux transfrontaliers et à préserver les droits des pays riverains. Le contrôle exclusif des ressources en eau par les pays en amont accentue la vulnérabilité des pays aux effets des changements climatiques et aux dommages qu'ils entraînent. L'Iraq entend prendre une part active à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui aura lieu le mois prochain aux Émirats arabes unis. Il est déterminé à participer aux discussions afin que la Conférence adopte des mesures et solutions durables pour remédier aux effets néfastes des changements climatiques.

J'en viens aux relations avec l'État du Koweït, pays frère. Régi par une constitution permanente fondée sur le principe de la séparation des pouvoirs, l'Iraq récuse les méthodes utilisées par le précédent régime dans ses relations avec les pays voisins, qui ont coûté très cher à notre pays. L'Iraq insiste également pour que tous les problèmes soient réglés de manière pacifique et pour qu'il ne soit pas recouru à la violence dans les relations avec les pays, voisins ou non. Nous soulignons que la négociation et le dialogue sont des solutions pacifiques à exploiter. L'Iraq respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État du Koweït, nation sœur, et est déterminé à respecter tous les accords bilatéraux conclus avec les États, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 833 (1993), adoptée le 27 mai 1993 et approuvée et ratifiée par l'Iraq le 10 novembre 1994.

L'Iraq et le Koweït, qui continuent de coopérer, viennent progressivement à bout de tous les obstacles qui entravent leur action commune. Citons par exemple la

mise sur pied d'un comité iraquo-koweïtien conjoint pour discuter du protocole d'accord sur les gisements pétroliers communs aux deux pays, ainsi que des mécanismes permettant d'investir dans ces gisements au profit de nos deux pays voisins, en particulier après la prorogation du protocole d'accord qu'ils ont signé. Les visites officielles entre nos deux pays se poursuivent au plus haut niveau et des discussions ont lieu sur de nombreux sujets d'intérêt commun, comme les questions internationales qui revêtent un intérêt mutuel, le développement des relations dans divers domaines, la facilitation des visites, le renforcement des relations commerciales, la démarcation des frontières et la lutte contre la drogue, par le truchement de divers comités techniques.

L'Iraq et le Koweït continuent de collaborer pour résoudre la question des Koweïtiens et des nationaux d'États tiers portés disparus, en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, qui préside la Commission tripartite. Récemment, l'identité d'un ressortissant koweïtien disparu a pu être déterminée grâce à l'analyse de ses empreintes génétiques. Le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la défense continuent de lancer un appel humanitaire à toute personne susceptible d'avoir des informations utiles sur les sites où pourraient être enterrés les restes des nationaux koweïtiens et irakiens disparus pendant ou après la deuxième guerre du Golfe, ou toute autre information sur l'emplacement des biens koweïtiens disparus, y compris les archives nationales. Nous invitons ces personnes à communiquer le plus rapidement possible ces informations en prenant contact avec les deux Ministères ou leurs agences dès que possible. Une récompense monétaire est prévue pour toute personne qui fournira des informations utiles permettant d'aboutir à un résultat positif.

Pour terminer, je remercie le Secrétaire général António Guterres pour la position inébranlable de l'Organisation en faveur de l'Iraq et du respect de sa souveraineté et de son unité territoriale. Je tiens également à souligner que le Gouvernement de la République d'Iraq est reconnaissant de l'action menée par la MANUI et des efforts continus des autres entités des Nations Unies et des organisations internationales opérant dans le pays.

*La séance est levée à 11 h 50.*